

Billet d'humeur du Secrétaire Général

Retrouvons la voie de la délibération !

"La France est en fermentation. Donnera-t-elle du vinaigre ou du vin, on l'ignore encore ?"

Gorg Christoph LICHTENBERG, écrivain Allemand à propos de la situation en France aux alentours de 1793

Après une fin d'année 2018, sous tension sociale, avec l'apparition des gilets jaunes, que peut nous réserver l'année 2019 ?

Sommes-nous prêts à débattre sereinement pour redonner du sens à l'action publique éloignée de cette tradition maximaliste de la contestation que nous avons connue avec ce mouvement hétéroclite alors que la souffrance sociale ne peut se construire que par des voies démocratiquement raisonnables ?

Ce qui m'a frappé tout au long de ce conflit c'est que les gilets jaunes ont exprimé, dans un premier temps, leur colère face à l'injustice sociale puis dans un second temps ont revendiqué le référendum d'initiative citoyenne (le RIC) et le référendum révocatoire.

Qu'il s'agisse du Chef de l'Etat ou des gilets jaunes, ils ont tous en commun de croire que l'on peut se passer de la représentativité parlementaire, des corps intermédiaires, élus et organisations syndicales.

En accédant au pouvoir, le chef de l'Etat n'avait qu'une seule obsession, celle de la rapidité de la prise de décision selon une conception verticale de l'exercice du pouvoir.

Le référendum révocatoire consiste à considérer que tout élu est un suspect, un traître en puissance et un menteur professionnel. C'est une caricature de la démocratie portée, disons le franchement, par la France Insoumise et le Rassemblement National, relayée par les gilets jaunes. Cette idée de référendum révocatoire est née sous la révolution française dont l'inspirateur était Robespierre. Les élus révoqués finissaient tous sous la guillotine.

Quant au RIC, le risque est d'hystériser le débat et de paralyser l'action publique. Imaginons un seul instant qu'avec cet instrument, je ne suis pas certain que l'on aurait abrogé la peine de mort ou autorisé le mariage pour tous ou l'IVG.

Et si demain, les Français se prononçaient pour la suppression de l'impôt sur le revenu, cela reviendrait à mettre en grand danger les amortisseurs sociaux dont peuvent bénéficier de nombreux Français ou le service public. Les questions ne se tranchent pas par un oui ou par un non.

Bref, j'y vois une source de grand danger pour notre démocratie. Ce serait la voie ouverte à toutes les formes de populisme et de démagogie.

En revanche, il faudra bien répondre à cette question. Comment faire évoluer la démocratie représentative confisquée en partie par une technocratie qui grignote peu à peu la sphère politique ? A cela, il existe deux solutions. Une démocratie basée sur l'Education de tous et sur le mérite scolaire et non pas sur la naissance afin de permettre aux citoyens, quels que soient leur origine et leur revenu, d'accéder aux fonctions d'élus au sein d'un Parlement mieux représenté. Ce qui est actuellement loin d'être le cas.

Mais, formulons déjà ce vœux pour 2019. Que le Chef de l'Etat remette au plus vite dans la boucle, non seulement les élus, mais aussi tous les corps intermédiaires, relais indispensables au changement de la société.

Je vous souhaite à vous toutes et tous, ainsi qu'à vos proches, une bonne et heureuse année.

Philippe COSTA